



## Westminster & City News

NUMÉRO 35

Du 21 au 27 septembre 2018

### ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

#### POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCES PUBLIQUES

**Le Projet de Loi de Finances sera présenté le 29 octobre** – Le *Budget* sera [présenté](#) cette année en amont du Conseil européen des 17-18 novembre pour ne pas interférer dans les négociations de retrait de l'UE. Si les bonnes performances budgétaires du pays devraient permettre au Chancelier de relâcher la pression sur les administrations tout en respectant ses objectifs de réduction du déficit sous les 2 % du PIB et de réduction de la dette pour 2020, cette échéance anticipée pourrait amener à une plus grande prudence en l'absence de visibilité sur l'avenir des relations avec l'UE. Ses marges de manœuvre sont aussi réduites par l'[annonce](#) en juin par Th. May de 20 Md£ de financements supplémentaires pour le NHS. Après avoir enregistré son déficit public annuel le plus faible en 11 ans en 2017-18 à 39,4 Md£, le gouvernement continue d'afficher de bonnes performances budgétaires sur la période 2018-19. Entre avril et août, le déficit public est à son plus bas niveau depuis 2002.

**Les Travailleurs proposent la cession de 10 % du capital des entreprises aux employés** – Cette mesure, concernant les entreprises de plus de 250 employés immatriculées à Londres, a été proposée par le chancelier de l'opposition, John McDonnell, à la conférence du parti. Les entreprises devraient céder 1 % de leur capital chaque année pendant 10 ans à un « *Inclusive Ownership Fund* » géré par les employés. Ces derniers n'auraient pas la possibilité de vendre ou d'acheter des actions mais bénéficieraient de dividendes jusqu'à un seuil annuel de 500£ par employé au-delà duquel les dividendes seraient reversés à l'État. D'après le *Labour*, 10,7 M de travailleurs seraient concernés d'ici 10 ans et 2 Md£ de gains budgétaires par an après cinq ans de programme. Pour le [CBI](#), cette mesure pourrait être perçue comme trop intrusive par les investisseurs au même titre que la hausse de l'IS, les nationalisations et la réforme du droit des travailleurs que prévoit le parti. Les entreprises pourraient être incitées à s'enregistrer sur des marchés étrangers ou à privatiser leurs capitaux.

#### COMMERCE ET INVESTISSEMENT

**Le creusement du déficit des 20 dernières années est principalement lié à la hausse des échanges avec l'UE** – Selon l'[ONS](#), le déficit commercial du RU pour les biens était de 14,7 Md£ en 1998 contre -130,7 Md£ en 2017. La balance du RU avec l'UE est quant à elle passée de +4,5 Md£ en 1998 à -93,7 Md£ en 2017. Cette évolution résulte d'une hausse des importations qui ont plus que doublé durant cette période, tandis que les exportations ont augmenté de moins de 25 %. De 1998 à 2017, le RU n'a enregistré d'excédents bilatéraux qu'avec la Grèce (2008 et 2009) et la République d'Irlande (chaque année). De 2011 à 2017, le creusement des déficits bilatéraux avec l'Allemagne, les Pays-Bas et la Belgique représentait 67,5 % de la dégradation de la balance du RU avec l'UE, essentiellement en raison de la hausse des importations d'automobiles et de produits chimiques depuis ces trois pays. Sur le plan bilatéral, l'excédent de la France avec le RU était en moyenne de 2,4 Md£. La France n'a enregistré de déficit qu'en 2000 (-320 M£) et 2006 (-6 Md£) selon l'ONS.

## CONCURENCE

**Comcast prend le contrôle de Sky pour 30,6 Md£ après avoir remporté les enchères face à Fox** – Le géant américain du câble a réussi à obtenir le [contrôle](#) de Sky à l'issue d'une procédure de vente aux enchères le 22 septembre grâce à une offre de rachat à 17,28 £ par action, bien au-dessus de la valorisation du marché. Comcast, dont le titre boursier a chuté de 7,55 % après l'annonce de rachat, a fait savoir que les dirigeants actuels de Sky seraient reconduits dans leurs fonctions, de manière à « préserver l'indépendance » du géant européen. Le rachat de Sky remet aussi sur la table la consolidation des opérateurs télécoms et de la structure du marché au Royaume-Uni. Il paraît cependant peu probable que Comcast se lance dans une guerre des prix au Royaume-Uni compte tenu de l'importante prime concédée aux actionnaires pour prendre le contrôle de Sky. Le rachat devrait être formellement entériné le 11 octobre prochain, date limite après laquelle les actionnaires ne pourront plus apporter leurs titres à l'opération.

## **ACTUALITÉ FINANCIÈRE**

### RÉGLEMENTATION FINANCIÈRE

**La PRA incite les banques à adopter une stratégie de long-terme sur les risques financiers climatiques** – Suite à un sondage couvrant 90% du secteur bancaire du RU, la PRA identifie deux canaux de risques financiers liés au climat : les risques physiques (ex. canicules, inondations), et ceux liés à la transition (ex. changements de politique menant à une réévaluation des actifs et de l'exposition aux risques de crédit). La PRA plaide pour une transition urgente et ordonnée à une économie à faibles émissions, et une approche fondée sur les intérêts de long-terme des entreprises. Selon la PRA, 30% des banques interrogées sont « responsables » (RSE, risques réputationnels), 60% sont « réactives » (vision du changement climatique dans une perspective de court terme), et seulement 10% sont « stratégiques » (approche complète de long-terme). La PRA va développer ses exigences en matière de gouvernance, stratégie, et gestion des risques au travers d'une consultation à venir, et va établir avec la FCA un *Climate Financial Risk Forum* incluant le secteur privé, des experts techniques et autres parties prenantes.

**Les institutions financières doivent se préparer à la transition du Libor vers d'autres indices** – Dans une [lettre](#) aux directeurs généraux des institutions financières, la BoE et la FCA souhaitent s'assurer de la préparation des entreprises à la transition d'ici 2021 et des risques y afférant. Les superviseurs britanniques attendent notamment des éléments sur les mesures que les institutions comptent prendre pour gérer cette transition. Compte tenu du nombre de contrats liés au Libor (environ 170 Mds\$ de contrats dérivés dépendent du taux de référence), la transition est considérée comme étant risquée. Certaines [analyses](#) considèrent qu'il peut être impossible pour certaines banques et contreparties d'amender des milliards de contrats de dérivés d'ici 2021. Le *Financial Policy Committee* (FPC) de la Banque d'Angleterre a identifié le SONIA comme taux de remplacement, qui devient progressivement la référence dans différents modèles de contrats, de convention ou de normes.

### BANQUES

**Les efforts des banques pour prévenir les fraudes sont « cruellement insuffisants »** – Dans son dernier [rapport](#) sur la fraude, UK Finance révèle que la fraude a atteint plus de 500M£ entre janvier et juin 2018. L'usurpation d'identité est la méthodologie la plus employée (près 3 900 cas recensés). Par ailleurs, la proportion de fraude via les paiements autorisés instantanés (*authorised push payments-APP*) représente à elle seule 145M£. Les paiements étant irrévocables car exécutés en temps réel, le client ne peut être remboursé. Pour l'association de consommateurs *Which ?*, ces chiffres sont préoccupants. UK Finance travaille à l'élaboration d'un code de conduite pour définir les circonstances dans lesquelles un APP frauduleux doit être remboursé. Par ailleurs, l'agence nationale anti-criminalité (NCA) a ouvert une enquête sur l'implication de sociétés du RU dans l'affaire de blanchiment d'avoirs russes qui touche la banque danoise Danske. La NCA admet la vulnérabilité aux risques de blanchiment des sociétés britanniques, souvent anonymes, qui restent le véhicule privilégié pour la gestion des avoirs de non-résidents.

**La BPI britannique recherche un partenariat entre sociétés technologiques et de renseignements** – Le Fonds National Stratégique d'Investissement, géré par la banque publique d'investissement du RU (*British Business Bank*) depuis 2017 et destiné à accélérer l'investissement dans les nouvelles technologies, devrait être renfloué par des contributions du secteur privé et des gestionnaires d'actifs. C'est la première fois que les services d'espionnage, de renseignement et de sécurité britanniques acceptent un tel partenariat avec le secteur privé, reconnaissant qu'ils sont dépassés par les nouveaux systèmes de cryptage et de détection de données. Les sociétés candidates devront recevoir une accréditation du gouvernement, compte tenu de la sensibilité des informations auxquelles elles auront

accès. Les sociétés les plus recherchées sont notamment celles qui sont spécialisées dans l'intelligence artificielle et le traçage et l'analyse des transactions financières.

## MARCHÉS

**Le LSE prévoit la mise en place d'une passerelle avec la bourse de Shanghai d'ici fin 2018** – Le *Shanghai-London Stock Connect* [permettra](#) aux investisseurs internationaux d'accéder aux actions libellées en RNB et échangées en Chine (*A-Shares*) grâce à des certificats représentatifs d'actions eux-mêmes échangés au RU. Il prévoit également que les entreprises cotées à Londres puissent échanger des taux de défaut applicable (CDRs) à Shanghai, et que les entreprises internationales puissent être cotées en Chine, contrairement au *Hong Kong Connect*. Huatai Securities Co (3<sup>ème</sup> plus grand courtier chinois en valeur) et Bluestar Adisseo Co envisagent ainsi d'être cotées au RU. Un accord pour une connexion entre les deux bourses de Londres et Shanghai était à l'étude depuis Septembre 2015.

**Marshall Bailey devient président de la chambre de compensation LCH** – Il prend ainsi la succession de Lex Hoogduin qui présidait LCH depuis 2015. Marshall Bailey est également est à la tête du *Financial Services Compensation Scheme* depuis février 2018. LCH fait partie du groupe London Stock Exchange.

## FINTECH

**L'Insurtech connaît une hausse du nombre de transactions malgré une baisse du volume de financements** – Selon une [publication](#) de Willis Towers Watson (3<sup>ème</sup> plus grand courtier en assurance) et CB Insights, le nombre total de transactions dans le secteur a augmenté de 9% par rapport au T2 2017 (pour un nombre record de 71 opérations de financement), tandis que la valeur combinée de l'investissement dans l'InsurTech a baissé de 20% à 579 M\$ par rapport au T1 2018 et de 42% par rapport au T2 2017. Par ailleurs, plus de 20 start-ups du secteur ont apporté leur soutien à la création d'Insurtech UK, ayant pour objectif de devenir à termes une véritable association professionnelle complémentaire de celles existant déjà. Les architectes du projet sont les dirigeants des start-ups Wrisk, Konsileo, So Sure et Worry and Peace.

### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à [londres@dgtrésor.gouv.fr](mailto:londres@dgtrésor.gouv.fr)).

### Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier  
Service économique régional de Londres  
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Marianne Carrubba, Robin Fournier, Laura Guenancia, Louis Martin et Margaux Sauvaget

Revu par : Philippe Guyonnet-Dupérat

Version du 27 septembre 2018